

Les organismes interpellent le premier ministre

Publié le 23 avril 2014

Des personnes fréquentant les organismes communautaires de la région Mauricie / Centre-du-Québec manifestent aujourd'hui devant le bureau du premier ministre. Elles demandent que le nouveau gouvernement respecte l'engagement, pris par son prédécesseur, d'augmenter les subventions des organismes communautaires.

Organisée dans le cadre de la campagne «*Je tiens à ma communauté > je soutiens le communautaire*», cette action rassemble près d'un millier de personnes dans la rue. Elle est conjuguée d'une mobilisation virtuelle par laquelle les 125 membres de l'Assemblée nationale reçoivent une avalanche de messages par l'intermédiaire des médias sociaux.

Il y a un an, l'Assemblée nationale adoptait une motion unanime en faveur d'une augmentation du financement des groupes, laquelle s'est concrétisée par un engagement gouvernemental à l'automne. Bien que le Parti Libéral du Québec ait appuyé cette motion, il n'a pas proposé d'engagements chiffrés au cours de sa campagne électorale, ni même confirmé qu'il respecterait l'annonce du gouvernement précédent. Rappelons qu'en octobre dernier, le gouvernement précédent s'engageait à rehausser de 162 millions de dollars l'ensemble des organismes communautaires. De ce montant, 120 millions ont été promis aux 3 000 organismes du domaine de la santé et des services sociaux.



L'Agence Mauricie - Centre-du-Québec a reconnu, il y a neuf ans, qu'il y avait un manque de 8 millions\$ à combler. On peut apercevoir le coprésident du conseil d'administration de la TROC - CQM, François Gaudet, le coordonnateur, Renaud Beaudry, et un membre du conseil d'administration de l'Association des cardiaques de la Mauricie, Ghyslaine Boucher. Photo L'Hebdo

« Nous patientons depuis déjà six mois ! Nous ne pouvons attendre le dépôt du budget en juin prochain pour savoir si la situation financière va s'améliorer. Les budgets des organismes communautaires de la Mauricie et du Centre-du-Québec ne leur permettent pas de réaliser pleinement leur mission ce qui les obligent souvent à faire des choix difficiles en termes de réponse aux besoins de la population. Il est donc urgent d'agir maintenant », de dire Alain L. Brousseau, conseiller à la Table régionale des organismes communautaires en santé et services sociaux du Centre-du-Québec et de la Mauricie.

« Tous les partis affirment que les groupes communautaires jouent un rôle essentiel au sein de la société québécoise. Or, pour jouer pleinement leur rôle et continuer d'aider les personnes qui fréquentent les organismes, ils ont besoin d'un meilleur soutien financier. De plus, bien que le montant promis ne couvre pas le manque à gagner des organismes, évalué à 225 millions de dollars annuellement, il représente une étape importante et une véritable bouffée d'air pour les groupes communautaires », de soulever M. Brousseau.

Les groupes du domaine de la santé et des services sociaux ne sont pas les seuls inquiets, puisque c'est l'ensemble des 162 millions de dollars annoncés qui attend d'être confirmé par le budget 2014-2015. «Tous les organismes de la région sont touchés, autant ceux qui travaillent à améliorer les conditions de vie que ceux qui préviennent les problèmes, qui défendent les droits, qui aident lors de situations difficiles, qui font la promotion des loisirs ou qui protègent l'environnement. Pour tous ces groupes, nous demandons au gouvernement d'agir rapidement et de respecter l'engagement. C'est urgent», de conclure Alain L. Brousseau.

La TROC-CQM en bref

- regroupe 185 organismes du secteur de la santé et des services sociaux.
- fait la promotion de l'action communautaire
- participe à la campagne « Je tiens à ma communauté > je soutiens le communautaire » qui mobilise, depuis maintenant un an et demi, les 3 000 organismes communautaires autonomes œuvrant en santé et services sociaux. Ces organismes veulent convaincre le gouvernement de combler le manque à gagner de ces groupes estimé à 225 millions de dollars par année, et de mettre en place un véritable programme national de financement dédié à la mission.

Le premier ministre doit nous entendre et respecter l'augmentation promise aux organismes communautaires

Des personnes fréquentant les organismes communautaires de la région Mauricie / Centre-du-Québec manifestent aujourd'hui devant le bureau du premier ministre. Elles demandent que le nouveau gouvernement respecte l'engagement, pris par son prédécesseur, d'augmenter les subventions des organismes communautaires.

Organisée dans le cadre de la campagne «Je tiens à ma communauté > je soutiens le communautaire», cette action rassemble près d'un millier de personnes dans la rue. Elle est conjuguée d'une mobilisation virtuelle par laquelle les 125 membres de l'Assemblée nationale reçoivent une avalanche de messages par l'intermédiaire des médias sociaux.

Il y a un an, l'Assemblée nationale adoptait une motion unanime en faveur d'une augmentation du financement des groupes, laquelle s'est concrétisée par un engagement gouvernemental à l'automne. Bien que le Parti Libéral du Québec ait appuyé cette motion, il n'a pas proposé d'engagements chiffrés au cours de sa campagne électorale, ni même confirmé qu'il respecterait l'annonce du gouvernement précédent. Rappelons qu'en octobre dernier, le gouvernement précédent s'engageait à rehausser de 162 millions de dollars l'ensemble des organismes communautaires. De ce montant, 120 millions ont été promis aux 3 000 organismes du domaine de la santé et des services sociaux.

« Nous patientons depuis déjà six mois ! Nous ne pouvons attendre le dépôt du budget en juin prochain pour savoir si la situation financière va s'améliorer. Les budgets des organismes communautaires de la Mauricie et du Centre-du-Québec ne leur permettent pas de réaliser pleinement leur mission ce qui les obligent souvent à faire des choix difficiles en termes de réponse aux besoins de la population. Il est donc urgent d'agir maintenant » de dire Alain L. Brousseau, conseiller à la Table régionale des organismes communautaires en santé et services sociaux du Centre-du-Québec et de la Mauricie.

« Tous les partis affirment que les groupes communautaires jouent un rôle essentiel au sein de la société québécoise. Or, pour jouer pleinement leur rôle et continuer d'aider les personnes qui fréquentent les organismes, ils ont besoin d'un meilleur soutien financier. De plus, bien que le montant promis ne couvre pas le manque à gagner des organismes, évalué à 225 millions de dollars annuellement, il représente une étape importante et une véritable bouffée d'air pour les groupes communautaires » de soulever monsieur Brousseau.

Les groupes du domaine de la santé et des services sociaux ne sont pas les seuls inquiets, puisque c'est l'ensemble des 162 millions de dollars annoncés qui attend d'être confirmé par le budget 2014-2015. « Tous les organismes de la région sont touchés, autant ceux qui travaillent à améliorer les conditions de vie que ceux qui préviennent les problèmes, qui défendent les droits, qui aident lors de situations difficiles, qui font la promotion des loisirs ou qui protègent l'environnement. Pour tous ces groupes, nous demandons au gouvernement d'agir rapidement et de respecter l'engagement. C'est urgent » de conclure Alain L. Brousseau.

La Table régionale des organismes communautaires du Centre-du-Québec et de la Mauricie (TROC-CQM) regroupe 185 organismes œuvrant dans le secteur de la santé et des services sociaux. Notre mission consiste à favoriser le développement d'une analyse sociale, politique et économique commune, à accroître la visibilité et la reconnaissance des organismes communautaires et bénévoles, à promouvoir l'action communautaire et à exercer les représentations et les pressions politiques appropriées.

La TROC - CQM participe à la campagne « Je tiens à ma communauté > je soutiens le communautaire » qui mobilise, depuis maintenant un an et demi, les 3 000 organismes communautaires autonomes œuvrant en santé et services sociaux. Par le biais de pétitions à l'Assemblée nationale, de rencontres politiques, d'activités de sensibilisation ou d'autres actions régionales et thématiques, ces organismes veulent convaincre le gouvernement de combler le manque à gagner de ces groupes estimé à 225 millions de dollars par année, et de mettre en place un véritable programme national de financement dédié à la mission.

Passionné de servir les étudiants

Marc-André Pelletier
Publié le 18 septembre 2014



© Marc-André Pelletier

François Landry

Après presque une décennie au service des étudiants, le conseiller à l'exécutif de l'Association générale des étudiants de l'UQTR (AGE UQTR), François Landry, vogue vers de nouveaux défis. Rencontre avec un éternel militant.

Entré en poste en janvier 2007, François Landry se laissait séduire par un poste d'attaché politique dans une association étudiante en mal d'un mentor. Le président de l'époque, Benoit Langlois, qui a engagé François, se doutait peut-être qu'il venait de mettre la main sur un homme d'exception, dévoué pour la cause, mais il ne savait sûrement pas alors que ce dernier deviendrait à la fois un militant, un conseiller, un grand frère et un confident.

«On a souvent dit que j'étais celui qui pouvait conjuguer la mémoire et l'action», sourit avec fierté le principal intéressé, qui confie que déjà, à l'époque de l'université, il militait le jour et écrivait la nuit.

«J'ai toujours été un citoyen et un militant engagé», souligne-t-il.

Quatre moments forts

François Landry se rappelle ses années à l'AGE en quatre moments distincts.

«J'ai rencontré des dizaines d'étudiants et j'ai trouvé ça tellement enrichissant. Ils veulent changer le monde et ça, ça me garde jeune. C'est la meilleure façon de se garder jeune», rigole celui qui, à 36 ans, affichait pratiquement le double de l'âge de ses patrons.

«Des étudiants m'ont déjà dit s'être impliqués grâce à moi et tant mieux si j'ai pu jouer un petit rôle dans leur vie. La première chose que je leur disais toujours : "c'est important de s'impliquer, mais vous devez prioriser vos études. Une fois que vous aurez fini vos études, vous pourrez toujours vous impliquer. Vous allez avoir peaufiné votre esprit critique"», mentionne-t-il.

«Le roulement, c'est à la fois la qualité et le défaut des mouvements étudiants. Chaque relève amène sa touche», raconte François.

«La grève du Syndicat des professeurs en 2008. À ce moment, j'ai mis en pratique ce que j'avais appris, les relations publiques, notamment. On avait organisé des activités fréquentes, un peu partout dans l'université. Au final, les deux parties nous ont félicités pour nos démarches. C'est un petit velours.»

«La désaffiliation de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). J'en suis très fier. On est une université de région. Pourquoi laissait-on une association étudiante de Montréal décider pour les problématiques de Trois-Rivières?», s'interroge-t-il.

Le moment qui domine tous les autres : le printemps étudiant de 2012.

«La nuit du 14 au 15 mars restera toujours gravée dans ma mémoire. Avec 48 votes en faveur, on a réalisé une première historique en tombant en grève générale illimitée. On est le campus où il y a eu le moins de débordements. Le message, ce n'était pas des jeunes qui s'énervent. On demandait des états généraux sur l'éducation. Chaque génération a vécu ses choses, mais il faut repenser notre système d'éducation. On entendait souvent qu'il s'agissait d'une génération apathique. On a prouvé le contraire», sourit-il.

L'apprentissage

À travers ces années, François Landry estime avoir beaucoup appris. Des autres, mais aussi de lui-même.

«Je dirais que l'abnégation est le plus grand apprentissage que j'ai eu à faire. Travailler un peu dans l'ombre, en coulisses, et laisser les autres récolter les honneurs. Je trouvais ça difficile au départ et à un moment donné, je me suis dit "l'objectif, c'est que notre message soit clair et qu'il soit entendu pour le bien des étudiants".»

«J'ai aussi appris à tenir tête. J'avais toujours été un peu du type rat de bibliothèque, mais j'ai dû prendre la parole en public, participer à des négociations. Je suis un combattif de naissance et j'ai appris à ne jamais plier l'échine, à toujours me relever», ajoute-t-il.

Quand on lui demande ce que les mouvements étudiants devraient apprendre qu'ils ne savent déjà, François Landry n'hésite pas.

«Je dis toujours : "mêlez-vous de vos affaires, mais mêlez-vous en". On devrait toujours avoir le réflexe d'offrir une pensée critique, de sortir de notre zone de confort. Les mouvements étudiants et les associations étudiantes doivent sortir de leur tour car ils sont d'abord un mouvement social et doivent s'intéresser à d'autres mouvements que l'éducation. Ils devraient élargir leur champ, mais je suis conscient que c'est plus lourd.»

«Une personne seule ne peut rien faire. C'est en groupe qu'on y arrive.»

Pour l'avenir, François Landry n'a pas l'intention de mettre de côté sa passion des mouvements étudiants.

«Les idées, les luttes en groupes, j'aimerais toujours ça. Dans 20 ans, je serai toujours un militant. Là, j'ai fini un chapitre, mais mon livre continue. J'espère pouvoir faire la différence dans mes nouveaux défis», souhaite celui qui devient cette semaine employé de la Table régionale des organismes communautaires Centre-du-Québec / Mauricie.